

nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Seine, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 13 juin 1915, le président du tribunal civil de la Seine a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à M. Ghezzi, sujet italien, en fuite, domicilié en dernier lieu, 78, rue de la Falsanderie, à Paris (16<sup>e</sup>), et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Seine, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

Par ordonnance en date du 13 juin 1915, le président du tribunal civil de la Seine a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts appartenant à M. Ghezzi, sujet italien, en fuite, domicilié en dernier lieu, 53, rue Saint-Roch, à Paris, et a nommé l'administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, prise en la personne du directeur du département de la Seine, pour remplir les fonctions d'administrateur séquestre.

## ASSEMBLÉE CONSULTATIVE PROVISOIRE

3<sup>e</sup> SESSION EXCEPTIONNELLE DE 1915

Ordre du jour du vendredi 3 août 1915.

A quinze heures. — SÉANCE PUBLIQUE

1. — Discussion de la proposition de résolution de M. Hamon tendant à inviter le Gouvernement à appliquer les inéligibilités prévues par l'ordonnance du 21 avril 1915, aux élections à l'Assemblée consultative. (N<sup>os</sup> 602-603. — M. Hamon, rapporteur.)

2. — Discussion de la proposition de résolution de M. Robert Lecourt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier la législation électorale de façon à assurer la sincérité du scrutin et la réalité de la représentation. (N<sup>os</sup> 577, 618. — M. Robert Lecourt, rapporteur.)

3. — Discussion: 1<sup>o</sup> de la proposition de résolution de M. Jean Bourgoing et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réaliser la socialisation de l'électricité; 2<sup>o</sup> de la proposition de résolution de M. Louis Saillant et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la mobilisation et à préparer le retour à la collectivité de la production, du transport et de la distribution de l'électricité et du gaz (N<sup>os</sup> 423, 446, 569. — M. Pierre Le Brun, rapporteur.)

Distribution du vendredi 3 août 1915.

N<sup>o</sup> 586. — Proposition de résolution de M. Paul Fleuret concernant la création d'un musée de la République.

N<sup>o</sup> 596. — Rapport, par M. Bernard Paumier, sur les propositions de résolution relatives à la retraite des vieux travailleurs.

N<sup>o</sup> 601 (1). — Rapport complémentaire, par M. Roger Deniau, sur la demande d'avis relative aux régimes électoraux.

N<sup>o</sup> 606. — Proposition de résolution de M. Marrano tendant à développer les sports.

N<sup>o</sup> 607. — Rapport, par M. Jean Debiesse, sur la proposition de résolution relative à la limite d'âge des instituteurs et institutrices « sinistrés totaux ».

(1) Ce document a été mis à la disposition de MMes et MM. les délégués le jeudi 2 août 1915.

N<sup>o</sup> 612. — Proposition de résolution de M. Martel concernant les habitations à bon marché.

N<sup>o</sup> 613. — Proposition de résolution de M. Martel tendant à indemniser les victimes des inondations par fait de guerre.

N<sup>o</sup> 614. — Proposition de résolution de M. Martel tendant à la priorité de relogement des propriétaires sinistrés.

N<sup>o</sup> 615. — Proposition de résolution de M. Martel tendant à élever l'indemnité attribuée aux sinistrés pour le mobilier.

N<sup>o</sup> 616. — Proposition de résolution de M. Martel tendant à attribuer aux sinistrés un premier acompte sur expertise.

N<sup>o</sup> 617. — Proposition de résolution de M. André Mercier concernant les loyers.

N<sup>o</sup> 618. — Rapport, par M. Robert Lecourt, sur la proposition de résolution relative à la sincérité des opérations électorales.

N<sup>o</sup> 619. — Proposition de résolution de M. Martel tendant à assimiler les internés politiques et détenus aux sinistrés de guerre.

### Convocations de commissions.

La commission de la France d'outre-mer se réunira, le vendredi 3 août 1915, à onze heures (local n<sup>o</sup> 221 bis, 2<sup>e</sup> étage):

Bilan des travaux de la commission.

La commission des affaires étrangères se réunira, le vendredi 3 août 1915, à dix heures (local n<sup>o</sup> 202, 2<sup>e</sup> étage):

1<sup>o</sup> Rapport de M. Bayet sur la question espagnole;

2<sup>o</sup> Rapport de M. Mayoux sur les relations entre la France et la Grande-Bretagne;

3<sup>o</sup> Rapport de M. Oudard sur les Balkans;

4<sup>o</sup> Questions diverses.

## AVIS & COMMUNICATIONS

### Ministère des affaires étrangères.

#### Avis de concours pour le recrutement de chiffreurs.

Un concours pour seize places de chiffreurs (traitement de début: 62.000 F par an, pouvant augmenter par paliers jusqu'à 158.000 F) aura lieu le 8 octobre 1915, à 8 h 45, au ministère des affaires étrangères.

Il sera ouvert aux Français ayant au moins vingt-trois ans et au plus trente dans l'année.

Cependant, conformément aux dispositions de l'article 7 de l'ordonnance n<sup>o</sup> 45-1283 du 15 juin 1915, l'âge limite d'inscription est reculé d'un temps égal à celui pendant lequel les situations prévues à l'article 2 de l'ordonnance précitée ont constitué une cause d'empêchement.

Les femmes sont admises dans la limite du quart des places.

Les candidats devront posséder le baccalauréat ou un diplôme équivalent.

Ils auront à fournir les pièces suivantes:

a) Demande d'autorisation à concourir, manuscrite, sur papier libre, indiquant s'ils sont mariés et mentionnant la ou les langues dans lesquelles ils désirent être interrogés;

b) Certificat de nationalité;

c) Extrait du casier judiciaire ayant moins de trois mois de date;

d) Etat signalétique et des services militaires ou pièces justifiant que les candidats

rentrant dans les conditions prévues par l'ordonnance n<sup>o</sup> 45-1283 du 15 juin 1915;

e) Copie certifiée de leurs diplômes ou leurs diplômes eux-mêmes;

f) Certificat de bonne vie et mœurs;

g) Deux photographies d'identité;

h) Deux attestations, dont une au moins signée par le médecin assermenté du ministère, constatant notamment que l'intéressé est apte à effectuer un service de nuit. Les candidats s'adresseront à la direction du personnel qui leur donnera tous renseignements complémentaires au sujet de cet examen médical.

Les demandes d'inscription qui devront être adressées à la direction du personnel du ministère des affaires étrangères seront reçues jusqu'au 8 septembre 1915.

L'examen comporte les épreuves suivantes:

a) Composition française sur un sujet d'histoire de France depuis la Révolution de 1789. Durée: trois heures; coefficient: 3;

b) Problème de mathématiques (programme du baccalauréat, 1<sup>re</sup> partie, série A). Durée: une heure trente; coefficient: 3;

c) Version d'une ou de deux langues étrangères, mortes ou vivantes, au choix du candidat. Durée: une heure trente; chaque version aura le coefficient 2; pour la seconde version, seules compteront les notes supérieures à la moyenne.

Les épreuves seront cotées de 0 à 20; leur présentation matérielle entrera en ligne de compte dans l'établissement des notes.

En outre, conformément à l'ordonnance n<sup>o</sup> 45-1283 du 15 juin 1915 (*Journal officiel* du 16 juin 1915), insistant des mesures exceptionnelles en matière d'examens et de concours, les candidats appartenant à l'une des catégories énumérées à l'article 2 de ladite ordonnance et qui justifieront d'une durée d'empêchement d'au moins six mois, bénéficieront d'une bonification d'un point pour chaque période d'empêchement égale à quatre mois.

Les candidats reçus seront considérés comme stagiaires pendant un an: passé ce délai ils seront, soit admis définitivement, soit remerciés sans indemnités d'aucune sorte.

### Ministère de l'éducation nationale.

*Avis relatif au concours d'admission aux écoles préparatoires de la direction générale de l'éducation physique et des sports (école Jules-Noël, à Amboise, pour les jeunes gens; école Jacques-Fouquet, à Saisy-sur-Seine, pour les jeunes filles).*

Par arrêté en date du 26 juillet 1915, a été ouvert un concours d'admission aux écoles Jules-Noël et Jacques-Fouquet. Ces écoles forment des moniteurs et des monitrices d'éducation physique et sportive pour les centres de formation professionnelle et les entreprises industrielles et commerciales: elles préparent au diplôme de maître d'éducation physique et sportive, au concours de maître d'Etat et, éventuellement, au concours d'entrée aux collèges nationaux.

Le programme du concours comporte des épreuves physiques et une interrogation orale de culture générale. La sélection des candidats se fait d'abord à l'échelon régional, puis à l'échelon national.

La session s'ouvrira, à l'échelon régional, les 25 et 26 septembre. Les inscriptions seront reçues jusqu'au 8 septembre par les directions régionales de l'éducation physique et des sports.

Pour tous renseignements s'adresser aux directions régionales de l'éducation physique et des sports ou au service de l'éducation physique post-scolaire 76, avenue de la Bourdonnais, Paris (7<sup>e</sup>).

Imprimerie, 31, quai Voltaire, Paris (7<sup>e</sup>).

Le Préfet, Directeur des Journaux officiels,  
PIERRE CASSAGNEAU.